

**Décision n°2013** 0 0 0 0 3 5  
-...../ARCEP/SG/DGSN  
portant attribution à la **Direction Générale des Douanes**  
de ressources en numérotation.

**LE PRESIDENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS  
ELECTRONIQUES ET DES POSTES (ARCEP)**

- 
- Vu la Constitution ;
  - Vu le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
  - Vu le décret n°2013-002//PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
  - Vu le décret n° 2012-588/PRES/PM du 12 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement ;
  - Vu la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso, ensemble ses modificatifs ;
  - Vu le décret n°2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ensemble ses modificatifs ;
  - Vu le décret n°2009-614/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination des membres du Conseil de régulation ;
  - Vu le décret n°2012-649/PRES/PM/MTPEN/MEF du 24 juillet 2012 portant nomination de Conseillers du Conseil de régulation de l'ARCEP ;
  - Vu le décret n°2009-615/PRES/PM/MCE/MEF du 12 août 2009 portant nomination du Président du Conseil de régulation ;
  - Vu l'arrêté n°2011-000001/ARCEP/CR du 16 juin 2011 portant organisation et fonctionnement des organes et services de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) ;
  - Vu l'arrêté n°2011-000002/ARCE/CR du 28 novembre 2011 portant adoption du statut du personnel de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
  - Vu l'arrêté n°2009-0004/ARCE/CR du 15 septembre 2009 portant règlement intérieur du personnel de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;
  - Vu la décision n°2011-000027/ARCE/CR du 22 juillet 2011 portant manuel de procédures administratives, financières et comptables de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques ;**
  - Vu le récépissé n°2013-000001/ARCEP/PSG/DRMFM du 13 février 2013 de dépôt de dossier de déclaration de service à valeur ajoutée;
  - Vu la demande d'un (01) numéro court de la **Direction Générale des Douanes** en date du 1<sup>er</sup>/02/ 2013 ;

# DECIDE

- Article 1 :** Le numéro **35.35** est attribué à la **Direction Générale des Douanes**, Tél. : **50 31 07 03/ 50 32 47 23** et destiné à la lutte contre la fraude et la corruption au Burkina Faso, pour compter de ce jour et pendant la durée du récépissé ci-dessus visé.
- Article 2 :** En application des dispositions de l'article 95 de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008, le numéro attribué à l'article 1 ci-dessus ne peut devenir la propriété de la **Direction Générale des Douanes** et ne peut faire l'objet de transfert qu'après accord de l'ARCEP.
- Article 3 :** La **Direction Générale des Douanes** adresse à l'ARCEP, à la fin de chaque année, un rapport sur l'utilisation effective du numéro attribué.
- Article 5 :** Le Directeur de la Gestion du Spectre et de la Numérotation est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au journal officiel du Burkina Faso.

Ouagadougou, le **13 FEB 2013**

**AMPLIATIONS :**

- ONATEL SA
- Airtel Burkina Faso S.A
- Telecel Faso
- J.O
- Chrono



**Mathurin BAKO**  
*Officier de l'Ordre National*